

Bij de eerste vergadering verkiest de raad van beroep uit zijn leden een voorzitter en een secretaris bij de absolute meerderheid van de aanwezige leden.

§ 2. De procedure van de raad van beroep wordt geregeld per analogie aan artikel 8, hierboven.

§ 3. Indien het bedoelde lid van het onderwijzend personeel, ondanks het feit dat het rechtmatig opgeroepen werd, zich zonder geldig motief onthoudt om voor de raad van beroep te verschijnen, beschouwt de voorzitter de raad als niet langer bevoegd voor de zaak en wordt het voorstel van straf definitief.

**Art. 12.** De Rector kan een definitief voorstel van straf aan de raad van bestuur overmaken, en dit ten laatste binnen een termijn van 30 dagen vanaf de bekendmaking van het advies van de raad van beroep.

Als het voorstel afwijkt van het gemotiveerde advies van de raad van beroep geeft de Rector nauwkeurig de redenen ervoor.

De betrokkene wordt onverwijld per aangetekend schrijven geïnformeerd over het definitieve voorstel.

Eens de in het 1e lid bedoelde termijn van 30 dagen verlopen is, wordt de Rector geacht af te zien van alle voorstellen van tuchtstraf.

#### *Afdeling 3. — De tuchtstraf*

**Art. 13.** § 1. De beslissing wordt genomen door de raad van bestuur binnen een termijn van drie maanden vanaf de ontvangst van het definitieve voorstel van tuchtstraf.

§ 2. Het volledige dossier, het advies van de commissie en in voorkomend geval het advies van de raad van beroep, alsmede het definitieve voorstel van de Rector kunnen worden beraadslaagd door de leden van de raad van bestuur, op hun aanvraag, op het secretariaat van de raad.

§ 3. De raad van bestuur nodigt het personeelslid uit om te verschijnen. De betrokkene kan worden bijgestaan door de persoon van zijn keuze. Hij kan het dossier beraadslagen en een kopie verkrijgen minstens 10 dagen voor de datum vastgesteld voor de verschijning.

§ 4. Behalve voor de ontheffing, waarvoor tweederdemeerderheid van de aanwezige leden vereist wordt, spreekt de raad zich uit met de absolute meerderheid van de aanwezige leden.

§ 5. De raad van bestuur kan geen zwaardere straf uitroepen dan die voorgesteld door de Rector. Geen enkele tuchtstraf kan uitwerking hebben voor een periode die de uitspraak ervan voorafgaat.

§ 6. Na verstrijking van de in paragraaf 1 bedoelde termijn wordt de raad van bestuur geacht af te zien van elke tuchtstraf.

§ 7. Elke beslissing die niet-conform is met het advies van de raad van beroep wordt gemotiveerd. De raad van bestuur maakt zijn beslissing bekend aan het personeelslid en aan de raad van beroep.

#### *HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen*

**Art. 14.** De zittingen van de tuchtcommissie alsmede de raad van beroep verlopen met gesloten deuren. Hun leden moeten de vertrouwelijkheid naleven.

**Art. 15.** Alle termijnen bedoeld in dit besluit worden per kalenderdag gerekend.

**Art. 16.** De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-Presidente,  
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

## **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

### **COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE**

F. 2008 — 3659

[C - 2008/31510]

**25 OCTOBRE 2007. — Arrêté 2007/755 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 octobre 2001, 20 décembre 2001, 4 septembre 2003 et 14 juillet 2005**

Le Collège,

Vu le décret de l'assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, notamment l'article 3, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 12°, et l'article 7, § 2;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 18 octobre 2001, 20 décembre 2001, 4 septembre 2003 et 14 juillet 2005;

Vu l'avis de la section « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 31 mai 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 2007;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 9 juillet 2007;

Vu la délibération du Collège sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 43.522/2/V du Conseil d'Etat, donné le 27 août 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'afin de répondre à différents problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre de l'arrêté du 20 juillet 2000 susvisé il convient d'y apporter plusieurs adaptations, notamment en matière de subvention pour frais de fonctionnement, de contribution financière et de gestion des biens des bénéficiaires;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, le point 9° est remplacé par la disposition suivante :

« 9° un document attestant que la maison a souscrit une assurance en responsabilité civile, une assurance en responsabilité civile objective, ainsi qu'une assurance couvrant le risque « incendie » et les quittances prouvant le paiement des primes y afférentes. »

Au même article le point 10° est remplacé par la disposition suivante :

« Une attestation portant sur la sécurité incendie délivrée par le bourgmestre, sur base d'un rapport du service incendie datant de moins d'un an au moment de l'introduction de la demande, et en tout cas postérieur à tous travaux de transformation subis par l'immeuble, autorisant l'exploitation de la maison d'accueil.. »

**Art. 3.** Dans l'article 6 du même arrêté, dont le texte actuel devient le § 3, les paragraphes suivants sont insérés:

« § 1<sup>er</sup>. Le projet collectif définit l'ensemble des objectifs et moyens fixés par la maison d'accueil pour l'accomplissement de ses missions. Il tient compte de l'environnement social et économique de la maison d'accueil.

Lorsque le projet collectif prévoit des activités de volontariat organisées par la maison ou par une association apparentée, les conditions suivantes doivent être remplies :

1° ces activités ne peuvent entraver une occupation professionnelle, des études ou formations, ou des démarches de réinsertion sociale ou relatives à la santé et ne peuvent dépasser 4 jours par semaine;

2° le projet collectif a pour objectif de favoriser au maximum la réinsertion des personnes hébergées dans la vie sociale et professionnelle;

3° le projet d'insertion et le règlement d'ordre intérieur sont adaptés en fonction des principes exposés aux points 1° et 2°.

§ 2. Le règlement d'ordre intérieur définit les règles de vie dans la maison d'accueil et précise notamment les procédures de départ, de sanction et d'exclusion. »

**Art. 4.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 25. La maison dispose d'un local fermant à clé, ou d'une armoire fermant à clé dans un local réservé au personnel, pour le matériel de premiers soins et les médicaments. »

**Art. 5.** Dans l'article 30, 3<sup>e</sup> alinéa, du même arrêté, les mots « ou dans la maison qui remplace la présence vingt-quatre heures sur vingt-quatre par un système de garde appelable » sont insérés entre les mots « subventionné » et « l'accueil ».

**Art. 6.** Les articles 36 à 38 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 36. § 1<sup>er</sup> Le bénéficiaire contribue financièrement aux frais liés à son séjour dans la maison. Cette contribution financière est réclamée par la maison qui l'héberge. Celle-ci fixe la liste des services couverts par cette participation financière. Elle comprend au minimum : le gîte, ainsi que, pour les maisons offrant le couvert, la nourriture, le lait et la nourriture adaptée pour les enfants. Elle fixe également la liste des services complémentaires pouvant donner lieu à des suppléments éventuels ainsi que le montant des cautions éventuelles. La maison offrant le gîte seul en logement individuel ou unifamilial équipé de sanitaires et d'un espace cuisine privatifs peut demander le versement d'une garantie pour couvrir les dégâts éventuels. Dans ce cas un état des lieux est établi à l'entrée et à la sortie du résident. La garantie ne peut dépasser deux mois de participation financière et peut être versée de manière échelonnée. Les modalités de versement et de remboursement de cette garantie ainsi que les modalités de remboursement des frais de réparation des dégâts volontaires sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur de la maison.

§ 2. Le prix de journée s'élève à € 20 maximum par adulte (€ 12 maximum par enfant accompagnant un parent), si le couvert est offert, et à € 11,50 maximum (€ 7 maximum par enfant), dans le cas contraire.

La contribution financière personnelle du bénéficiaire ne peut excéder les deux tiers de ses revenus journaliers si le couvert est offert, et le tiers de ses revenus journaliers dans le cas contraire.

En maison de catégorie 1 offrant le gîte seul dans des logements individuels équipés de sanitaires et d'un espace cuisine privatifs, la contribution financière peut être portée à 50 % des revenus, charges comprises (eau, gaz, chauffage, électricité).

Le montant du prix de journée demandé par la maison ainsi que la liste des services couverts par celui-ci sont repris dans le règlement d'ordre intérieur.

La maison communique dans les quinze jours à l'administration les modifications apportées au prix de journée.

§ 3. On entend par revenu du bénéficiaire les revenus du travail, les revenus de remplacement, les revenus immobiliers, le revenu d'intégration sociale et l'aide sociale.

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup> La maison tient pour chaque bénéficiaire un compte individuel indiquant tout le détail des recettes et dépenses ainsi que des fournitures et services prestés en sa faveur. Ce compte individuel peut être consulté par le bénéficiaire ou son mandataire. Un décompte mensuel détaillé, accompagné de toutes les pièces justificatives, établit la balance des sommes dues et des recettes. Il est tenu à disposition du bénéficiaire ou son mandataire. L'ensemble des comptes individuels fait l'objet d'un compte spécial dans la comptabilité globale de la maison ou d'une comptabilité propre.

§ 2. L'obligation de versement des revenus des résidents sur un compte de la maison ou la cogestion budgétaire ne peuvent être systématiques et doivent répondre à une nécessité évaluée au cas par cas;

Lorsque les revenus de la personne hébergée sont directement versés à la maison, celle-ci lui rétrocède la part qui lui revient en vertu de l'article 36, §§ 1<sup>er</sup> et 2, suivant les modalités fixées dans le règlement d'ordre intérieur ».

Art. 38. Les modalités de perception de la participation financière ainsi que les modalités de récupération des dettes éventuelles sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur.

Une provision pour le mois en cours peut être demandée de manière anticipative. Les provisions, de même que la récupération des dettes éventuelles, doivent tenir compte des ressources du bénéficiaire et lui laisser un minimum d'argent visant à promouvoir sa participation à la vie sociale. Ce minimum ne peut être inférieur à € 3/jour pour un adulte et € 1,5/jour pour un enfant accompagnant un parent. S'il échet, un plan de remboursement des dettes de manière échelonnée est mis en œuvre. En aucun cas le bénéficiaire ne peut être privé de l'entièreté de ses ressources. »

**Art. 7.** L'article 46 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 46. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits disponibles, les subventions allouées sont destinées à couvrir :

- 1° les frais de rémunération du personnel visé à l'article 39 du présent arrêté;
- 2° les frais de supplément de rémunération pour prestations de nuit, week-end et jours fériés du personnel indispensable au fonctionnement de la maison, suivant les modalités visées à l'annexe 7;
- 3° les rémunérations des gardes appelables en dehors des périodes d'accueil effectif;
- 4° les frais de la formation continuée du personnel;
- 5° les frais de fonctionnement.

§ 2. La maison déclare au plus tard le 31 janvier à l'administration le taux d'occupation moyen de l'année écoulée, calculé comme suit :

Taux d'occupation moyen = taux d'occupation des deux années civiles complètes écoulées/2.

La maison de catégorie 2 ou 3 déclare en outre le pourcentage moyen de nuitées enfants calculé comme suit :

pourcentage moyen de nuitées enfants = nombre de nuitées des enfants accompagnant leur(s) parent(s) des deux années civiles complètes écoulées / nombre total de nuitées des deux années civiles complètes écoulées.

Pour un taux d'occupation moyen égal ou supérieur à 80 %, les normes d'encadrement visées à l'article 39 du présent arrêté sont calculées sur 100 % de la capacité agréée.

Pour un taux d'occupation entre 70 et 79 %, les normes d'encadrement visées à l'article 39 du présent arrêté sont calculées sur 80 % de la capacité agréée pour l'année qui suit les deux années de référence.

Un taux d'occupation inférieur à 70 % entraîne une procédure de modification d'agrément.

Le taux d'occupation est exprimé en pourcentage du nombre de lits fixés dans la capacité d'accueil agréée.

Lorsqu'une chambre d'hébergement est partiellement occupée par des adultes isolés avec enfant(s) ou par une famille, tous les lits de cette chambre sont réputés occupés. En cas d'indisponibilité temporaire d'une chambre d'hébergement due à un cas de force majeure ou à la réalisation de travaux importants de remise en état, la maison qui en avertit au préalable, ou immédiatement en cas de force majeure, les services du Collège peut demander la neutralisation des nuitées non-occupées correspondantes dans le calcul du taux d'occupation. »

**Art. 8.** L'article 49 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 49. § 1<sup>er</sup> La subvention pour les frais de fonctionnement est plafonnée aux montants annuels suivants, par lit agréé :

1° pour la maison agréée majoritairement en catégorie 1:

25 premiers lits	1.400 €
du 26 <sup>e</sup> au 50 <sup>e</sup> lit	900 €
du 51 <sup>e</sup> au 75 <sup>e</sup> lit	500 €
à partir du 76 <sup>e</sup> lit	200 €

2° pour la maison agréée majoritairement en catégorie 2 ou 3 :

25 premiers lits	1.600 €
du 26 <sup>e</sup> au 50 <sup>e</sup> lit	1.100 €
du 51 <sup>e</sup> au 75 <sup>e</sup> lit	700 €
à partir du 76 <sup>e</sup> lit	400 €

3° Une subvention complémentaire est octroyée en fonction du pourcentage moyen des nuitées enfants tel que fixé à l'article 46:

nombre de nuitées d'enfants pendant les deux années civiles complètes écoulées/nombre de nuitées totales pendant les deux années civiles complètes écoulées.

La subvention complémentaire est de 600 € multipliés par la capacité agréée et par le pourcentage moyen des nuitées enfants.

§ 2. La subvention totale pour frais de fonctionnement calculée suivant le § 1<sup>er</sup> est octroyée à la maison dont le taux d'occupation moyen tel que fixé à l'article 46 est égal ou supérieur à 90 %.

Pour un taux d'occupation entre 85 et 90 % la subvention est octroyée à 90 %.

Pour un taux d'occupation entre 80 et 85 % la subvention est octroyée à 85 %.

Pour un taux d'occupation inférieur à 80 % la subvention est octroyée proportionnellement au taux d'occupation.

§ 3. Sont admis comme dépenses admissibles en matière de frais de fonctionnement, les frais enregistrés dans les rubriques comptables fixées à l'annexe 5 du présent arrêté sous déduction des remboursements et des produits qui s'y rapportent. Le dossier justificatif concernant la subvention de fonctionnement doit comprendre:

- les comptes de recettes et dépenses et le bilan de l'ASBL;
- les comptes de recettes et dépenses de la maison reprenant au minimum les rubriques relatives aux dépenses admissibles;
- les tableaux d'amortissement. »

**Art. 9.** L'article 50 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Une comptabilité analytique est tenue par agrément. »

**Art. 10.** L'article 54 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les montants repris aux articles 36 et 38 et les subventions visées à l'article 49 sont révisables et liés à l'indice-santé de référence de décembre 2006.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, les montants repris aux articles 36, 38 et 49 sont adaptés annuellement à chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule:

Montant de base x indice-santé décembre de l'année précédente / Indice-santé de décembre 2006.

Les subventions pour frais de rémunérations sont indexées suivant les règles appliquées aux rémunérations de la fonction publique. »

**Art. 11.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté le point 2.3.6 suivant est inséré entre les points 2.3.5. et 2.4. :

« 2.3.6 Mode d'organisation des activités des personnes accueillies :

- démarches de réinsertion;
- formations;
- activités de volontariat;
- activités professionnelles »

**Art. 12.** Les annexes 3 et 5 du même arrêté sont remplacées par les annexes 3 et 5 au présent arrêté.

**Art. 13.** Les articles 51 à 53 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008 à l'exception de l'article 8 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007, et de l'article 13 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

**Art. 15.** Le Membre du Collège, chargé de l'Action sociale et de la Famille, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Pour le Collège :

E. KIR,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille

B. CEREXHE,

Président du Collège

---

### Annexe 3

#### REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Le règlement d'ordre intérieur définit :

1. les droits et devoirs des bénéficiaires;
2. les exigences et les obligations de la maison.

Il mentionne :

1. le nom du responsable de la maison;
2. la description de la maison d'accueil, son fonctionnement et l'horaire, notamment les modalités de participation des personnes hébergées à des activités sociales, éducatives ou professionnelles;
3. les procédures d'admission et de départ;
4. les aspects financiers :
  - le montant de la contribution financière;
  - la liste des services couverts par celle-ci;
  - la liste des services complémentaires pouvant donner lieu à des suppléments éventuels ainsi que le montant des cautions ou garanties éventuelles;
  - les modalités de perception de la contribution financière et de récupération des dettes éventuelles;
  - les modalités de rétrocession des montants trop perçus par la maison;
  - les modalités de versement et de remboursement des cautions éventuellement demandées;
  - les modalités de versement et de remboursement de la garantie éventuellement demandée en logement individuel ou unifamilial;

5. les mesures qui sont mises en oeuvre lorsqu'une personne contrevient aux règles de vie et de fonctionnement de la maison, notamment :

- les procédures de sanction et d'exclusion;
- les modalités de remboursement des frais de réparation des dégâts volontaires;

6. les mesures de sécurité;

7. les modalités d'introduction des réclamations et leur mode de traitement;

8. les coordonnées de l'administration.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2007 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,  
Président du Collège

E. KIR,  
Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille

---

#### Annexe 5

#### DEPENSES ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION POUR FRAIS DE FONCTIONNEMENT

NB. Une dépense est admissible sous déduction de la recette qui s'y rapporte.

##### Frais de gestion du personnel

Abonnements aux revues professionnelles et documentation

Secrétariat social

##### Loyers et charges locatives

Loyers immeubles

Redevances emphytéotiques

Charges locatives immeubles

Location matériel et équipement

##### Eau/Energie

Mazout de chauffage

Electricité

Gaz

Eau

##### Entretiens et réparations

Nettoyage

Entretien et réparations

Contrôles obligatoires opérés par des tiers

##### Mobilier et matériel roulant

Entretien et réparations mobilier

Entretien et réparations matériel de bureau

Entretien et réparations matériel informatique

Entretien et réparations matériel roulant

##### Assurances

Assurances responsabilité civile

Assurances vol, incendie et dégâts, objective

Assurances voitures et véhicules de l'institution

Assurances diverses

##### Transports, déplacements

Carburant pour véhicules de service

Locations véhicules de service

Déplacement personnel pour mission

##### Soins - Hygiène

Achats de biens pharmaceutiques - produits courants

Achats de petit matériel de soin et de produits d'hygiène

##### Lingerie

Achats de linge de maison

Achats de petit matériel et fournitures de literie

Loisirs

Achats de biens et services pour les loisirs

Buanderie

Achats de produits pour buanderie

Services extérieurs de buanderie

Autres frais généraux

Fournitures de bureau

Fournitures informatiques

Outillage

Téléphone, fax

Photocopies

Frais postaux

Internet

Télédistribution

Frais de réunion des conseils et assemblées

Services informatiques extérieurs (autres que entretiens et réparations)

Honoraires comptables externes

Honoraires réviseur

Honoraires avocats et notaires

Honoraires Conseiller en prévention

Autres honoraires

Publicité, publications légales, annonces et insertions

Frais d'affiliation à divers organismes

Formation du personnel non prise en compte par la subvention spécifique pour formation

Achats de petit matériel de cuisine

Amortissements (sous déduction de la partie amortie des subventions en investissement)

NB. Le taux d'amortissement se fait en fonction de la durée de vie économique du bien (cf taux admis à la subvention entre parenthèses). Le seuil d'activation est de 500 €.

Amortissements sur frais de premier établissement

Dotation aux amortissements sur immobilisations incorporelles (20 - 33 %)

Dotation aux amortissements sur constructions (3 %)

Dotation aux amortissements sur installations (10 %)

Dotation aux amortissements sur mobilier et matériel roulant (20 - 25 %)

Dotation aux amortissements sur immobilisations détenues en locations, financements et droits similaires (20 - 25 %)

Dotation aux amortissements sur autres immobilisations corporelles

Autres charges d'exploitation

Précompte immobilier

Droits d'enregistrement

Taxe sur le patrimoine des ASBL

Taxe de circulation

Taxes locales (immondices, égouts, etc.)

Charges financières

Charges financières sur dettes (financement d'investissements)

Intérêts d'emprunts dus aux retards de subventionnement

Frais bancaires

Intérêts sur leasing

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2007 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,  
Président du Collège

E. KIR,  
Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille

## Annexe 7

## FRAIS ADMISSIBLES POUR LA JUSTIFICATION DE LA SUBVENTION DES SUPPLÉMENTS DE REMUNÉRATION POUR PRESTATIONS IRRÉGULIÈRES (prestations effectuées les nuits, week-ends et jours fériés)

## I. Primes et suppléments pour prestations du personnel d'encadrement

Sont admissibles :

Les frais de suppléments de nuit, week-end et jours fériés (personnel éducatif et social, à l'exclusion du directeur) :

- pour une personne dans les maisons de moins de 100 lits;
- pour deux personnes dans les maisons de 100 lits et plus.

Éventuellement, les frais de suppléments de week-ends et jours fériés pour du personnel supplémentaire à concurrence de :

- maximum 12 heures/jour dans les maisons de 50 lits et plus,
- maximum 8 heures/jour dans les maisons de moins de 50 lits.

Éventuellement, les frais de suppléments de nuit pour le personnel éducatif et social additionnel effectuant des prestations de soirée entre 20 et 24 heures, à concurrence de maximum 4 heures/soirée.

Pour les maisons de moins de 50 lits pratiquant le système de la garde appelable, les suppléments de nuit, week-end et jours fériés ne peuvent être cumulés avec la garde appelable pour une même période. Ils peuvent cependant coexister pour des périodes différentes (exemple : week-ends : jour - présence d'un travailleur et nuit - garde appelable).

II. Suppléments pour prestations du personnel ne faisant pas partie du cadre mais cependant indispensable au fonctionnement de la maison les soirées, week-ends et jours fériés.

Le personnel visé est du personnel de cuisine ou d'entretien. Ces catégories de personnel ne peuvent être prises en considération que si la maison d'accueil offre principalement des espaces de vie (ex : dortoir, réfectoires, sanitaires communs, etc..) dont l'entretien ou le fonctionnement ne peut être assuré, même temporairement, par les hébergés seuls.

Un maximum de 75 % de la présence assurée en semaine peut être subsidié les week-ends et jours fériés;

Un maximum de 2 heures/soirée pour les prestations entre 20 et 22 heures;

Le personnel doit être lié aux activités d'hébergement de la maison pour lesquelles l'agrément a été obtenu;

En cas d'activités mixtes (exemple : repas pour hébergés et personnes extérieures), la proportion des prestations destinées aux hébergés doit être calculée;

La subvention pour frais de supplément pour prestations irrégulières est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I<sup>re</sup> NM suivant les échelles barémiques déterminées à l'annexe II NM correspondant aux fonctions suivantes :

- ouvrier (non qualifié);
- ouvrier qualifié;
- ouvrier chef d'équipe.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2007 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil.

Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

B. CEREXHE,

Président du Collège

E. KIR,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille

VERTALING

## COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2008 — 3659

[C - 2008/31510]

**25 OKTOBER 2007. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001, 20 december 2001, 4 september 2003 en 14 juli 2005**

Het College,

Gelet op het decreet van de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, inzonderheid op artikel 3, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 12<sup>o</sup>, en op artikel 7, § 2;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001, 20 december 2001, 4 september 2003 en 14 juli 2005;

Gelet op het advies van de afdeling « Hébergement » van de « Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé », gegeven op 31 mei 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 2007;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 9 juli 2007;

Gelet op de beraadslaging van het College over de aanvraag van het door de Raad van State te verstrekken advies binnen een periode die een maand niet overschrijdt;

Gelet op het advies 43.522/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 augustus 2007, in toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat verschillende aanpassingen dienen aangebracht aan bovengenoemd besluit van 20 juli 2000 om in te gaan op verschillende problemen bij de uitvoering ervan, met name inzake subsidiëring voor werkingskosten, financiële bijdragen en beheer van de goederen van de begunstigden;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Sociale Acties en het Gezin,

Besluit :

**Artikel 1.** Onderhavig besluit regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde materie krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 5 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen wordt punt 9 vervangen door de volgende bepaling :

« 9° een document dat aantoonst dat het tehuis een verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid heeft afgesloten, een verzekering inzake objectieve burgerlijke aansprakelijkheid, evenals een verzekering die het risico « brand » dekt, en de kwitanties die de betaling van de desbetreffende premies aantonen ».

In hetzelfde artikel wordt punt 10° vervangen door de volgende bepaling :

« Een attest met betrekking tot de brandveiligheid afgeleverd door de Burgemeester, op basis van een verslag van de brandweer dat dateert van minder dan een jaar voor de indiening van de aanvraag, en in elk geval dateert van na alle door het gebouw ondergane verbouwwerken, dat de exploitatie van het opvangtehuis toestaat. »

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, waarvan de huidige tekst § 3 wordt, worden de volgende paragrafen ingevoegd :

« § 1. Het collectief project bepaalt het geheel van de door het opvangtehuis bepaalde doelstellingen en middelen voor de vervulling van zijn opdrachten. Het houdt rekening met de sociale en economische omgeving van het opvangtehuis.

Indien het collectief project vrijwilligersactiviteiten voorziet die worden georganiseerd door het tehuis of door een verwante vereniging, dan dienen de volgende voorwaarden te worden vervuld :

1° deze activiteiten mogen geen beroepsbezigheid in de weg staan, studies of opleidingen, of stappen tot sociale herinschakeling of met betrekking tot de gezondheid en mogen de 4 dagen per week niet overschrijden;

2° het collectief project heeft tot doel, de herinschakeling van de opgenomen personen in het sociaal en beroepsleven maximaal bevorderen;

3° het inschakelingsproject en het reglement van inwendige orde worden aangepast in functie van de in de punten 1° en 2° uiteengezette beginselen.

§ 2. Het reglement van inwendige orde bepaalt de leefregels in het opvangtehuis en verduidelijkt met name de procedures inzake vertrek, bestraffing en uitsluiting. »

**Art. 4.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 25. Het tehuis beschikt over een lokaal dat op slot kan of over een kast die op slot kan in een lokaal voorbehouden aan het personeel, voor het materieel van eerste hulp en de geneesmiddelen. »

**Art. 5.** In artikel 30, 3e lid van hetzelfde besluit worden de woorden « of in het tehuis dat de aanwezigheid 24 uur op 24 vervangt door een systeem van oproepbare wacht » ingevoegd tussen de woorden « is » en « moeten ».

**Art. 6.** De artikelen 36 tot 38 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 36. § 1. De begunstigde levert een financiële bijdrage tot de kosten van zijn verblijf in het tehuis. Deze financiële bijdrage wordt gevraagd door het tehuis dat onderdak verleent. Dit tehuis stelt de lijst vast van de diensten die door deze financiële bijdrage worden gedekt. Deze omvat tenminste : het onderkomen, evenals voor de tehuizen die het onderdak verlenen, het voedsel, de melk en de aangepaste voeding voor de kinderen. Het stelt tevens de lijst vast van de bijkomende diensten die aanleiding kunnen geven tot eventuele supplementen, evenals het bedrag van de eventuele waarborgen. Het tehuis dat enkel onderkomen verleent onder de vorm van een individuele of eengezinswoning, uitgerust met privaat sanitair en kookruimte, kan de storting vragen van een waarborg om eventuele schade te dekken. In dat geval wordt een boedelbeschrijving opgesteld bij de aankomst en het vertrek van de resident. De waarborg mag niet meer bedragen dan een financiële bijdrage voor twee maanden en kan in schijven worden gestort. De modaliteiten van storting en terugbetaling van deze waarborg, evenals de modaliteiten van terugbetaling van de herstellingskosten van opzettelijke schade worden bepaald in het reglement van inwendige orde van het tehuis.

§ 2. De dagprijs bedraagt maximum 20,00 € per volwassene (maximum 12,00 € per kind dat een ouder vergezelt), indien onderdak wordt verleend, en maximum 11,50 € (maximum 7,00 € per kind) in het tegengesteld geval.

De persoonlijke financiële bijdrage van de begunstigde mag niet meer bedragen dan twee derden van zijn dagelijkse inkomsten indien onderdak wordt verleend, en een derde van zijn daginkomsten in het tegengesteld geval.

In huizen van categorie 1, die enkel onderkomen verschaffen in individuele woningen die zijn uitgerust met privaat sanitair en kookruimte, kan de financiële bijdrage op 50 % worden gebracht van de inkomsten, lasten inbegrepen (water, gas, verwarming, elektriciteit).

Het bedrag van de dagprijs die wordt gevraagd door het tehuis, evenals de lijst van de door de dagprijs gedekte diensten, zijn opgenomen in het reglement van inwendige orde.

Het tehuis deelt binnen de vijftien dagen aan de bestuur de wijzigingen mee die zijn aangebracht aan de dagprijs.

§ 3. Onder inkomsten van de begunstigde verstaat men inkomsten uit werk, vervangingsinkomens, inkomsten uit vastgoed, het leefloon en sociale hulp.

Art. 37. § 1. Het tehuis houdt voor elke begunstigde een individuele rekening bij. Deze maakt op gedetailleerde wijze melding van de ontvangsten en uitgaven, evenals van de leveringen en diensten die voor hem zijn verricht. Deze individuele rekening kan worden geraadpleegd door de begunstigde of zijn mandataris. Een gedetailleerde maandelijkse afrekening, vergezeld van alle bewijsstukken, stelt de balans tussen de verschuldigde sommen en de ontvangsten vast. Deze wordt ter beschikking gehouden van de begunstigde of zijn mandataris. Het geheel van de individuele rekeningen maakt het voorwerp uit van een bijzondere rekening in de globale boekhouding van het tehuis of van een eigen boekhouding.



§ 2. De verplichting tot storting van de inkomsten van de residenten op een rekening van het tehuis of het gedeeld budgetbeheer mogen niet systematisch zijn en moeten beantwoorden aan een noodzaak die geval per geval wordt beoordeeld;

Indien de inkomsten van de gehuisveste persoon rechtstreeks worden gestort aan het tehuis, dan staat dit hem het deel af dat hem toekomt overeenkomstig artikel 36, §§ 1 en 2, volgens de modaliteiten die zijn vastgelegd in het reglement van inwendige orde.

Art. 38. De modaliteiten voor de inning van de financiële bijdrage, evenals de modaliteiten voor de inning van eventuele schulden zijn vastgelegd in het reglement van inwendige orde.

Er kan anticipatief een provisie voor de lopende maand worden gevraagd. De provisies, evenals de inning van eventuele schulden moeten rekening houden met de inkomsten van de begunstigde en hem een minimale geldsom laten tot bevordering van zijn deelname aan het sociale leven. Dat minimum kan niet lager liggen dan 3,00 €/dag voor een volwassene en 1,50 €/dag voor een kind dat een ouder vergezelt. Desgevallend wordt een plan uitgewerkt voor de gespreide terugbetaling van de schulden. Men kan in geen geval al de inkomsten. Van de begunstigde ontnemen. »

**Art. 7.** Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 46. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, zijn de toegekende subsidies bestemd om te dekken :

1° de loonkosten van het in artikel 39 van onderhavig besluit bedoeld personeel;

2° de supplementaire loonkosten voor nachtprestaties en prestaties tijdens weekeinden en op feestdagen van het personeel dat onontbeerlijk is voor de werking van het tehuis, volgens de in bijlage 7 bedoelde modaliteiten;

3° de vergoedingen van de wachten die kunnen worden opgeroepen buiten de periodes van effectief onthaal;

4° de kosten voor de voortgezette opleiding van het personeel;

5° de werkingskosten.

§ 2. Het tehuis licht ten laatste op 31 januari het bestuur in over het gemiddeld bezettingspercentage tijdens het voorbije jaar. Dit wordt als volgt berekend :

Gemiddeld bezettingspercentage = bezettingspercentage tijdens de twee voorbije volledige kalenderjaren/2.

Het tehuis van categorie 2 of 3 geeft bovendien het gemiddeld percentage van de overnachtingen van kinderen op dat als volgt wordt berekend :

gemiddeld percentage overnachtingen kinderen = aantal overnachtingen van kinderen die hun ouder(s) vergezellen tijdens de twee voorbije volledige kalenderjaren/totaal aantal overnachtingen tijdens de twee voorbije volledige kalenderjaren.

Voor een gemiddeld bezettingspercentage gelijk of hoger dan 80 % worden de in artikel 39 van onderhavig besluit bedoelde omkaderingsnormen berekend op 100 % van de erkende capaciteit.

Voor een bezettingspercentage tussen 70 en 79 %, worden de in artikel 39 van onderhavig besluit bedoelde omkaderingsnormen berekend op 80 % van de erkende capaciteit voor het jaar dat volgt op de twee referentiejaren.

Een bezettingspercentage lager dan 70 % leidt tot een procedure tot erkenningswijziging.

Het bezettingspercentage wordt uitgedrukt in percentage van het aantal bedden bepaald in de erkende onthaalcapaciteit.

Indien een opvangkamer gedeeltelijk wordt ingenomen door alleenstaande volwassenen met kind(eren) of door een gezin, dan gaat men ervan uit dat alle bedden van die kamer bezet zijn. Bij een tijdelijke onbeschikbaarheid van een opvangkamer ingevolge een geval van overmacht of ingevolge de uitvoering van belangrijke herstellingswerken, dan kan het tehuis, dat hiervan vooraf de diensten van het College verwittigt, of onmiddellijk in geval van overmacht, de neutralisatie vragen van de overeenkomstige niet-bezette overnachtingen in de berekening van het bezettingspercentage. »

**Art. 8.** Artikel 49 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 49. § 1. Voor de subsidie voor de werkingskosten gelden de volgende jaarlijkse maxima, per erkend bed :

1° voor het tehuis dat overwegend is erkend in categorie 1 :

25 eerste bedden	1.400,00 €
van het 26e tot het 50e bed	900,00 €
van het 51e tot het 75e bed	500,00 €
vanaf het 76e bed	200,00 €

2° voor het tehuis dat overwegend is erkend in categorie 2 of 3 :

25 eerste bedden	1.600,00 €
van het 26e tot het 50e bed	1.100,00 €
van het 51e tot het 75e bed	700,00 €
vanaf het 76e bed	400,00 €

3° Er wordt een aanvullende subsidie toegekend in functie van het gemiddeld percentage van de overnachtingen van kinderen, zoals bepaald in artikel 46 :

aantal overnachtingen kinderen tijdens de twee voorbije volledige kalenderjaren/totaal aantal overnachtingen tijdens de twee voorbije volledige kalenderjaren.

De aanvullende subsidie bedraagt 600,00 €, vermenigvuldigd met de erkende capaciteit en met het gemiddeld percentage van de overnachtingen van kinderen.

§ 2. De totale subsidie voor werkingskosten, berekend volgens § 1, wordt toegekend aan het tehuis waarvan het gemiddeld bezettingspercentage, zoals bepaald in artikel 46, gelijk of hoger is dan 90 %.

Voor een bezettingspercentage tussen 85 en 90 % wordt de subsidie uitgekeerd ten belope van 90 %.

Voor een bezettingspercentage tussen 80 en 85 % wordt de subsidie uitgekeerd ten belope van 85 %.

Voor een bezettingspercentage lager dan 80 % wordt de subsidie uitgekeerd naar verhouding van het bezettingspercentage.

§ 3. Worden aanvaard als aanvaardbare uitgaven inzake werkingskosten, de kosten ingeschreven in de boekhoudkundige rubrieken vastgesteld in bijlage 5 bij onderhavig besluit, met aftrek van terugbetalingen en opbrengsten die erop betrekking hebben. Het dossier met bewijsstukken betreffende de werkingssubsidie moet bevatten :

- de rekeningen van ontvangsten en uitgaven en de balans van de vzw;
- de rekeningen van ontvangsten en uitgaven van het tehuis waarbij tenminste de rubrieken worden opgenomen met betrekking tot de aanvaardbare uitgaven;
- de afschrijvingstabellen. »

**Art. 9.** Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt vervolledigd met het volgend lid :

« Per erkenning wordt een analytische boekhouding gevoerd. »

**Art. 10.** Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De in de artikelen 36 en 38 hernomen bedragen en de in artikel 49 bedoelde subsidies kunnen worden herzien en zijn gekoppeld aan de referentiële gezondheidsindex van december 2006.

Vanaf 1 januari 2008 worden de in de artikelen 36, 38 en 49 hernomen bedragen jaarlijks op 1 januari aangepast, hierbij rekening houdend met de index der consumptieprijzen die is bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's Lands concurrentievermogen, hierna gezondheidsindex genaamd, volgens de volgende formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex december van het vorig jaar/gezondheidsindex december 2006.

De subsidies voor de loonkosten worden geïndexeerd volgens de de regels toegepast op de wedden van het openbaar ambt. »

**Art. 11.** In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt het punt 2.3.6. ingevoegd tussen de punten 2.3.5. en 2.4. :

« 2.3.6. Wijze organisatie van de activiteiten van de opgenomen personen :

- stappen tot herinschakeling
- opleidingen
- activiteiten als vrijwilliger
- professionele activiteiten »

**Art. 12.** De bijlagen 3 en 5 bij hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen 3 en 5 bij onderhavig besluit.

**Art. 13.** De artikelen 51 tot 53 van hetzelfde besluit worden ingetrokken.

**Art. 14.** Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2008, met uitzondering van artikel 8 dat van kracht wordt op 1 januari 2007 en van artikel 13 dat in werking treedt op 1 juli 2011.

**Art. 15.** Het Lid van het College, dat belast is met Sociale Acties en het Gezin, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 25 oktober 2007.

Voor het College :

E. KIR,

Lid van het College belast met Sociale Acties en het Gezin

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

---

### Bijlage 3

#### REGLEMENT VAN INWENDIGE ORDE

Het reglement van inwendige orde bepaalt :

1. de rechten en plichten van de begunstigden;
2. de eisen en verplichtingen van het tehuis.

Het vermeldt :

1. de naam van de verantwoordelijke van het tehuis;
2. de beschrijving van het opvangtehuis, de werking en uurregeling, met name de modaliteiten inzake de deelname van de opgenomen personen aan sociale, ducatieve of professionele activiteiten;
3. de procedures inzake aankomst en vertrek;

4. de financiële aspecten :
- het bedrag van de financiële bijdrage;
  - de lijst van de diensten die door de bijdrage worden gedekt;
  - de lijst van de complementaire diensten die aanleiding kunnen geven tot eventuele supplementen, evenals het bedrag van de eventuele waarborgen of garanties;
  - de modaliteiten inzake de inning van de financiële bijdrage en de invordering van eventuele schulden;
  - de modaliteiten inzake de terugbetaling van bedragen die teveel werden geïnd door het tehuis;
  - de modaliteiten inzake de storting en de terugbetaling van eventueel gevraagde waarborgen;
  - de modaliteiten inzake de storting en de terugbetaling van de eventueel gevraagde waarborg voor een individuele of eengezinswoning;
5. de maatregelen die worden genomen indien een persoon ingaat tegen de leef- en werkingsregels van het tehuis, met name :
- de procedures van bestraffing en uitsluiting,
  - de modaliteiten inzake de terugbetaling van de herstellingskosten van opzettelijke schade;
6. de veiligheidsmaatregelen;
7. de modaliteiten inzake de indiening van klachten en hun wijze van behandeling;
8. de gegevens van het bestuur.

Gezien om te worden toegevoegd aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2007 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel, 25 oktober 2007.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

E. KIR,

Lid van het College belast met Sociale Acties en het Gezin

---

#### Bijlage 5

AANVAARDBARE UITGAVEN TER RECHTVAARDIGING VAN DE SUBSIDIE VOOR WERKINGSKOSTEN  
 N.B. Een uitgave is aanvaardbaar mits aftrek van de ontvangst die erop betrekking heeft.

Beheerskosten personeel

Abonnementen op professionele tijdschriften en documentatie

Sociaal secretariaat

Huur en huurlasten

Huur gebouwen

Erfpachten

Huurlasten gebouwen

Huur materieel en uitrusting

Water/Energie

Stookolie verwarming

Elektriciteit

Gas

Water

Onderhoud en herstellingen

Schoonmaak

Onderhoud en herstellingen

Verplichte controles uitgevoerd door derden

Meubilair en rollend materieel

Onderhoud en herstelling meubilair

Onderhoud en herstelling kantoormaterieel

Onderhoud en herstelling informaticamaterieel

Onderhoud en herstelling rollend materieel

Verzekeringen

Verzekeringen burgerlijke aansprakelijkheid

Verzekeringen diefstal, brand en schade, objectief

Verzekeringen auto's en voertuigen van de instellingen

Allerhande verzekeringen

Vervoer en verplaatsingen

Brandstof voor dienstvoertuigen

Huur dienstvoertuigen

Verplaatsingen personeel voor opdracht

Verzorging – Hygiëne

Aankoop van farmaceutische goederen – courante producten

Aankoop van klein verzorgingsmateriaal en hygiënische producten

Linnen

Aankoop van huishoudlinnen

Aankoop van klein materieel en bedlinnen

Vrijtijdsbesteding

Aankoop van goederen en diensten inzake vrijtijdsbesteding

Waskeuken

Aankoop van producten voor de waskeuken

Externe wasdiensten

Andere algemene kosten

Kantoorbenodigdheden

Informaticabenodigdheden

Gereedschap

Telefoon, fax

Fotokopieën

Portkosten

Internet

Teledistributie

Kosten vergaderingen raden en zittingen

Externe informaticadiensten (andere dan onderhoud en herstellingen)

Honoraria externe boekhoudkundigen

Honoraria revisor

Honoraria advocaten en notarissen

Honoraria preventieconsulent

Andere honoraria

Reclame, wettelijke publicaties, aankondigingen en advertenties

Kosten lidmaatschap verschillende instellingen

Opleidingen personeel die niet in aanmerking worden genomen voor de specifieke subsidie voor opleidingen

Aankoop van klein keukenmateriaal

Afschrijvingen (mits aftrek van het afgeschreven gedeelte van de investeringssubsidies)

N.B. Het afschrijvingspercentage is berekend in functie van de economische levensduur van het goed (cfr toegestane percentage met betrekking tot de subsidie - tussen haakjes). De activeringsdrempel bedraagt 500,00 €.

Afschrijvingen op kosten van eerste vestiging

Dotatie afschrijvingen immateriële activa (20-33 %)

Dotatie afschrijvingen bouwwerken (3 %)

Dotatie afschrijvingen installaties (10 %)

Dotatie afschrijvingen meubilair en rollend materieel (20-25 %)

Dotatie afschrijvingen gehuurde activa, financieringen en aanverwante rechten (20-25 %)

Dotatie afschrijvingen andere materiële activa

Andere exploitatielasten

Onroerende voorheffing

Registratierechten

Belasting op het patrimonium van de VZW

Verkeersbelasting

Lokale belastingen (vuilnis, riolering, enz.)

Financiële lasten

Financiële lasten op schulden (financiering van investeringen)

Interesten voor leningen ingevolge vertragingen subsidies

Bankkosten

Interesten op leasing

Gezien om te worden toegevoegd aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2007 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel, 25 oktober 2007.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

E. KIR,

Lid van het College belast met Sociale Acties en het Gezin

---

Bijlage 7

AANVAARDBARE KOSTEN VOOR DE RECHTVAARDIGING VAN DE SUBSIDIE VOOR LOONSUPPLEMENTEN VOOR ONREGELMATIGE PRESTATIES (prestaties verricht 's nachts, tijdens weekeinden en op feestdagen)

I. Premies en supplementen voor prestaties van het omkaderingspersoneel

Zijn aanvaardbaar :

de supplementaire kosten voor nachten, weekeinden en feestdagen (educatief en sociaal personeel, met uitzondering van de directeur) :

- voor een persoon in de tehuizen van minder dan 100 bedden;

- voor twee personen in de tehuizen van 100 of meer bedden.

eventueel de supplementaire kosten voor weekeinden en feestdagen voor supplementaire personeel, ten belope van :

- maximum 12 uur/dag in de tehuizen van 50 en meer bedden,

- maximum 8 uur/dag in de tehuizen van minder dan 50 bedden.

eventueel de supplementaire kosten voor nachten voor het bijkomend educatief en sociaal personeel dat avondprestaties verricht tussen 20 en 24 uur, ten belope van maximum 4 uur/avond.

Voor de tehuizen van minder dan 50 bedden, die het systeem van de oproepbare wacht toepassen, mogen de supplementen voor nachten, weekeinden en feestdagen voor een zelfde periode niet worden gecumuleerd met de oproepbare wacht. Zij mogen evenwel naast elkaar bestaan voor verschillende periodes (voorbeeld : weekeinden : dag – aanwezigheid van een werknemer en nacht – oproepbare wacht).

II. Supplementen voor prestaties van het personeel dat geen deel uitmaakt van het kader maar niettemin onontbeerlijk is voor de werking van het tehuis 's avonds, tijdens weekeinden en op feestdagen

Het bedoeld personeel is keuken- of onderhoudspersoneel. Deze personeelscategorieën mogen slechts in aanmerking worden genomen indien het opvangtehuis voornamelijk leefruimten aanbiedt (voorbeeld : slaapzaal, refters, gemeenschappelijk sanitair, enz.) waarvan het onderhoud of werking niet kan worden verzekerd, zelfs niet tijdelijk, door de gasten alleen.

een maximum van 75 % van de verzekerde aanwezigheid tijdens de week kan worden gesubsidieerd tijdens de weekeinden en feestdagen;

een maximum van 2 uren/avond voor de prestaties tussen 20 en 22 uur;

het personeel moet verband houden met de huisvestingsactiviteiten van het tehuis waarvoor de erkenning werd verkregen;

in geval van gemengde activiteiten (voorbeeld : maaltijden voor gasten en externe personen), de verhouding van de prestaties bestemd voor de gasten dient te worden berekend;

de subsidie voor supplementen voor onregelmatige prestaties wordt berekend op basis van de loonschalen vastgesteld in bijlage I 'NM' volgens de loonschalen bepaald in bijlage II 'NM' en die overeenstemmen met de volgende functies :

- arbeider (ongeschoold);

- arbeider (geschoold);

- arbeider (ploegleider).

Gezien om te worden toegevoegd aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2007 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen.

Brussel, 25 oktober 2007.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CEREXHE,

Voorzitter van het College

E. KIR,

Lid van het College belast met Sociale Acties en het Gezin